

Déclaration Finale

Conférence de Nanterre des 12 et 13 mai 2012

Dans un contexte de crise du capitalisme, la santé des peuples s'est considérablement dégradée à l'échelle européenne par la crise économique, écologique et sociale qui aggrave les inégalités.

L'année qui s'est écoulée a connu une accélération de la crise en Europe. Une seconde crise bancaire s'amorce en Europe ; les politiques d'austérité menées conjointement dans tous les pays, et par l'Union Européenne, sont en train d'aboutir à une récession généralisée, voire en Grèce et dans d'autres pays, à une véritable dépression.

Par couches successives, les dirigeants européens veulent rendre l'austérité plus forte et plus irrévocable au travers de la ratification du Pacte budgétaire et du Mécanisme Européen de Stabilité (MES).

La dette publique, le chômage, la pauvreté et les inégalités augmentent à une vitesse alarmante.

L'austérité présentée comme inévitable et la dette comme une fatalité, sont devenues partout le prétexte à de dures attaques contre les systèmes de santé publics et de protections sociales et les droits sociaux. La Grèce, qui est le cas emblématique de toute l'Europe, est en train de vivre une crise humanitaire et sanitaire sans précédent. Les plus touchés aujourd'hui sont les pays d'Europe du Sud et d'Europe orientale.

Les plans d'austérité sur la santé et la protection sociale sont pris sous la pression des multinationales de la santé et des systèmes d'assurances privés.

Ces multinationales jouent un rôle majeur dans la destruction des droits sociaux, des conventions collectives et droits syndicaux (*négociation collective, liberté d'action syndicale, conditions de travail ...*), dans la baisse des salaires et de la part salariale dans le PIB (que la nouvelle surveillance économique, avec le contrôle des « coûts salariaux unitaires » va aggraver) et dans la précarisation des emplois (*retour du travail journalier, explosion du travail temporaire, faux indépendants dits auto-entrepreneurs ...*)

Ces politiques d'austérité constituent une violation du droit humain à la santé et détruisent les services publics sociaux et de santé. Elles concernent tous les assurés sociaux et frappent tout particulièrement certain-es citoyen-nes:

1. Les femmes, très majoritaires dans ces services publics qui occupent les emplois les plus précaires, premières licenciées lors des fermetures d'hôpitaux, de crèches, de centres pour la santé des femmes et des droits reproductifs, de structures de prises en charges d'handicapés, assument l'essentiel du "travail de reproduction sociale" que les politiques d'austérité re-transfèrent massivement vers la sphère domestique,
2. Les malades de plus en plus taxés, les handicapés, grands sacrifiés de la crise exclus non seulement du travail, mais aussi souvent exclus des institutions censées les accueillir;
3. les migrant-es, sans papiers, souvent exclus des systèmes de santé et de protection sociale.

Au-delà de la nécessaire riposte nationale, dans chaque pays, ces mesures nécessitent une action concertée des professionnels de santé, des malades, de tous les citoyens, cela suppose une mise en commun des expériences des luttes nationales en défense de la santé publique et de la sécurité sociale, l'organisation d'une solidarité concrète lors des luttes, la réflexion sur la construction d'initiatives internationales pour la défense d'une santé publique universelle, égalitaire et solidaire.

A l'issue de la conférence de Nanterre (France), qui a eu lieu les 12 et 13 mai 2012, les participants issus des syndicats et des associations de luttes et partis politiques pour la défense de la santé et de la protection sociale, défendant un système de santé publique de haut niveau dans toute l'Europe, se sont prononcés en faveur :

- De la construction d'un espace européen d'échange, de mobilisation et d'action contre la privatisation des systèmes de santé et de protection sociale, ouvert à tous ceux qui souhaitent agir contre l'austérité sur la santé des peuples, la régression des droits sociaux et de la protection sociale.
- De la mise en œuvre d'un programme européen alternatif aux visées libérales qui entend défendre la santé publique et la protection sociale comme des biens communs universels qui ne peuvent plus servir les profits privés des actionnaires des établissements de santé ou de la protection sociale. Un tel programme suppose de choisir la voie d'un égal accès à la santé, de la gratuité des soins, de la démocratie sanitaire, d'un financement public et collectif qu'il faut promouvoir.
- D'audits citoyens de la dette, notamment de la dette des hôpitaux, organisme sociaux et protection sociale avec un accent particulier sur l'impact de la dette pour les femmes.
- De la mise en place d'un réseau permanent d'échange d'initiatives et d'action contre la privatisation des systèmes de santé et de sécurité sociale et contre toute franchise médicale ou taxation des malades et toute mesure visant à réduire l'accès universel à la santé.
- De l'organisation de **conférences de presse coordonnées** autour de cette déclaration le **5 juin 2012** et d'appel à la solidarité avec le peuple grec.
- De l'organisation dans chaque pays d'une **semaine d'action européenne** pour le droit à la santé des peuples et contre le démantèlement des services publics de santé et la marchandisation de la santé du **1er au 7 octobre 2012**.
- D'une représentation de chaque pays au « **Village blanc Européen** » (campement de personnel de santé) à **Varsovie** pendant la semaine d'action
- De l'organisation d'une Conférence européenne **le 7 octobre 2012 à Varsovie**.
- De la Coordination d'une **campagne de communication commune** avec affiches communes et pétition commune.

Conscients que l'action en faveur d'un système de santé public et protection sociale universelle ne saurait être l'apanage des seuls professionnels de santé, des associations de défense de la santé publique et concerne toute la société, les membres de la conférence :

- Souhaitent inscrire la spécificité de ce combat dans toutes les initiatives en vue de refonder un nouvel espace public européen et de faire vivre en son sein une campagne permanente en défense du droit fondamental à des services de santé publics et universels
- S'inscrivent dans la campagne européenne pour la non-ratification du pacte de stabilité européen et le retrait du MES.

Nanterre le 13 mai 2012